

## **Deuxième réunion du comité de pilotage du dispositif des CEE** **Compte rendu des échanges du 18 novembre 2014**

La deuxième réunion du comité de pilotage du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) a eu lieu le 18 novembre 2014, sous la présidence de M. Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique.

1. Actualité législative : point d'avancement de l'examen du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte

*Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises :*

- ✓ Proposition du Gouvernement : faire porter l'obligation fioul domestique sur les entreprises qui mettent à la consommation (à l'instar de la filière carburants automobiles)
- ✓ Texte voté par l'Assemblée nationale le 22 juillet 2014 : ajout à la liste des obligés d'un « groupement professionnel » créé par décret en Conseil d'Etat et constitué de toutes les entreprises qui vendent du fioul domestique et qui ne mettent pas à la consommation
- ✓ Texte voté par le Sénat le 5 novembre 2014 : article supprimé en raison de « substantielles incertitudes juridiques » soulevées par la version de l'Assemblée nationale
- ✓ Commission mixte paritaire : fin novembre [note post-réunion : la CMP a confirmé la suppression de l'article]

*Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte :*

- ✓ Introduction d'un objectif de certificats délivrés dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique (arrêté)
- ✓ Extension de l'éligibilité aux sociétés publiques locales qui proposent du tiers-financement et aux associations de collectivités locales (uniquement pour les programmes)
- ✓ Ajout pour les programmes d'accompagnement des thèmes :
  - Logistique et mobilité économes en énergies fossiles
  - Optimisation logistique dans le transport de marchandises de la part des chargeurs
  - Fonds de garantie pour la rénovation énergétique
- ✓ Adaptation du régime de sanctions accompagnant le système déclaratif
- ✓ Texte voté par l'Assemblée nationale le 14 octobre 2014
- ✓ Texte examiné par le Sénat fin janvier / début février

2. Présentation du projet de décret « obligations » : paramètres et hypothèses retenus pour la répartition des obligations entre énergies et le calcul des coefficients de la troisième période

Questions/réponses :

- Possibilité pour un vendeur multi-énergies d'en déléguer totalement une seule ?

Oui, il sera possible en troisième période pour un acteur obligé au titre de ses ventes pour plusieurs énergies de déléguer totalement son obligation correspondant à une de ces énergies, même si cette obligation n'atteint pas le seuil prévu pour une délégation partielle.

- Quel est le niveau d'obligation réel en deuxième période par rapport à l'obligation théorique de 460 TWhc ?

Il n'est pas possible de répondre avec précision à la question, car les vendeurs de carburants automobiles ont jusqu'au 15 février 2015 pour faire parvenir leurs déclarations de ventes à la DGEC. Néanmoins, l'analyse des déclarations reçues pour les autres énergies montre que

l'obligation nationale de la deuxième période sera proche des 460 TWhc.

Sujets divers évoqués par les participants :

- La filière GPL carburant souhaite être exclue du dispositif, en tant que carburant alternatif et au même titre que le GNV.
- La filière électricité estime que le scénario de référence des ventes à horizon 2016 devrait prendre en compte la situation particulière de l'électricité spécifique, dont les consommations ne baissent pas au même rythme que les consommations liées au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire.
- La filière des réseaux de chaleur souhaite que le scénario de référence prenne en compte les objectifs de développement des réseaux de chaleur alimentés par des énergies renouvelables ou de récupération retenus dans le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.
- Le prix moyen utilisé pour la chaleur et le froid n'inclut pas le prix des contrats P1, mais il n'existe pas de données disponibles pour ces derniers.

3. Mise en œuvre du système déclaratif : décret « certificats » et arrêté « demande de CEE » du 4 septembre 2014

Questions/réponses :

- Quel sera le volume minimal d'un dossier de demande en troisième période ? Dans quel texte sera-t-il précisé ?

Les seuils de dépôt seront de 50 GWhc pour les opérations standardisées, 20 GWhc pour les opérations spécifiques et 20 GWhc pour les programmes. Ils seront définis dans l'arrêté relatif aux modalités d'application de la troisième période.

- Sera-t-il possible en 2015 de déposer dans un même dossier de demande à la fois des opérations pour la deuxième période et pour la troisième période ?

Non, en raison du passage en mode déclaratif et de la révision de toutes les fiches d'opération standardisée en troisième période : il n'est pas possible de mixer au sein d'une même demande des opérations relevant de cadres réglementaires différents.

- Quid des dossiers non traités au moment de l'évaluation du respect de l'obligation pour la deuxième période ?

Le PNCEE met tout en œuvre pour traiter les dossiers en stock au plus vite. La DGEC veillera à prendre en compte ces éléments afin de ne pas sanctionner des acteurs qui ne seraient pas en mesure de remplir leur obligation à cause des délais de traitement de leurs dossiers.

- Le principe de « silence vaut acceptation » s'applique-t-il aux dossiers en stock ?

Le principe de « silence vaut acceptation » après deux mois pour les opérations standardisées ne s'appliquera qu'après l'entrée en vigueur du décret « certificats », le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Les demandes déposées avant le 31 décembre 2014 restent soumises au principe actuel de « silence vaut rejet » : elles font l'objet d'un rejet implicite une fois le délai prévu par les textes dépassé, puis font l'objet le cas échéant d'une décision rectificative explicite.

- Quelles sont les modalités pour les programmes de la deuxième période ? De la troisième période ?

Les programmes actuellement éligibles peuvent continuer à bénéficier de certificats dans les conditions fixées dans leur arrêté d'éligibilité. Les modalités de sélection des programmes en troisième période ne sont pas encore arrêtées.

Sujets divers évoqués par les participants :

- Un certain nombre de questions relatives à la mise en œuvre opérationnelle de la troisième période ont été transmises à la DGEC via l'ATEE : plusieurs acteurs souhaitent une réunion avec le PNCEE pour échanger sur ces questions.

- Certains acteurs souhaitent porter à deux le nombre de dérogations annuelles permettant de déposer un dossier de demande d'un volume inférieur au seuil réglementaire, notamment pour gérer la transition entre les dossiers relatifs aux opérations deuxième période et ceux relatifs aux opérations troisième période.

La DGEC rappelle que les petits acteurs qui peinent à rassembler un nombre suffisant d'opérations d'économies d'énergie ont la possibilité de se regrouper. En outre, deux souplesses concernant les regroupements ont été introduites pour la troisième période afin de favoriser les petits demandeurs : 1) il n'est plus obligatoire que chaque membre du regroupement représente un volume d'opérations inférieur au seuil réglementaire 2) la personne qui dépose le dossier au nom du regroupement peut utiliser sa dérogation annuelle pour déposer un dossier inférieur au seuil.

- La filière des réseaux de chaleur conteste la rédaction de l'arrêté du 4 septembre 2014, qui exclut les opérations de calorifugeage des réseaux parce qu'elles permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation soumise au PNAQ. Elle souhaite également une clarification sur l'éligibilité en troisième période des opérations de raccordement d'un bâtiment à un réseau de chaleur alimenté par des énergies renouvelables ou de récupération.

#### 4. Présentation du travail de révision des fiches d'opérations standardisées

##### Questions/réponses :

- Quand seront publiés les arrêtés correspondant aux lots 1 et 2, validés par le Conseil Supérieur de l'Energie, et celui correspondant au lot 3, en cours de finalisation ?

Ils seront publiés d'ici la fin de l'année, dès la publication du décret « certificats », et certainement sous la forme d'un seul arrêté fusionnant les trois projets.

- Sera-t-il possible de déposer en 2015 des demandes relatives à des opérations engagées en deuxième période sur la base des fiches qui seront abrogées le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ?

Oui, dans un délai de douze mois suivant la réalisation de l'opération.

- Les opérations portant sur les modifications de comportement pourront-elles faire l'objet d'une fiche en troisième période ?

Les économies d'énergie permises par les actions directement en lien avec les comportements sont difficiles à évaluer. Toutefois, un travail est en cours : certaines propositions allant dans ce sens sont notamment à l'étude dans le lot 3.

##### Sujets divers évoqués par les participants :

- Certains acteurs soulignent l'impact négatif sur le terrain de l'abrogation des fiches non révisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- Certains acteurs font part de leur inquiétude sur la disponibilité des entreprises RGE pour absorber la demande en 2015.

L'écoconditionnalité est mise en œuvre dans le cadre du dispositif des CEE depuis la deuxième période pour certaines opérations (chaleur renouvelable, chaudière performante avec contrat assurant le maintien du rendement), sans que cela ne pose de problème particulier. La généralisation de l'écoconditionnalité à l'ensemble des matériaux et équipements bénéficiant d'une aide publique a été annoncée dès la signature de la charte RGE en 2011, et l'alignement des exigences pour les différents dispositifs de soutien (CITE, éco-PTZ, CEE) participe à la simplification et à la lisibilité du système d'aides en place pour les ménages dans le cadre du Plan de Renovation Énergétique de l'Habitat. En outre, le dispositif des CEE contribue très activement à la montée en puissance des signes de qualité, avec notamment le financement du programme FEEBat par EDF. Le point soulevé n'est donc pas un point spécifique au dispositif des CEE, et fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics dans le cadre global de la généralisation de l'écoconditionnalité le 1<sup>er</sup> janvier 2015. [note post-réunion : l'écoconditionnalité des CEE a été repoussée au 1<sup>er</sup> juillet 2015]